

JEUNES DU PRÉ-EMPLOI ET DU FILET SOCIAL

Un sit-in violemment empêché à Alger

Encore une fois, les jeunes du pré-emploi et du filet social n'ont pu tenir leur sit-in prévu, hier, dans la capitale.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Et leur précaution de tenir le lieu de leur rassemblement secret ne leur a été d'aucune utilité.

Car les forces de sécurité étaient aux aguets pour avoir réussi à étouffer dans l'œuf d'autres actions de ce genre.

En effet, ayant prévu de se retrouver devant le siège de la présidence de la République tout en distillant une «rumeur» selon laquelle leur lieu de regroupement serait le siège du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ils ont vite fait de se retrouver pris en sandwich par des forces de sécurité qui les ont chassés des lieux, interpellant quelques-uns d'entre eux.

C'est alors que les rescapés de cette première rafle se retrouvent, comme de coutume, à la Grande-

Poste qu'ils rejoindront en rangs dispersés pour ne pas attirer l'attention des forces de l'ordre qui veillaient au grain, pour tenter de tenir leur sit-in. Mais mal leur en prit puisqu'ils n'auront même pas le temps de se rassembler en totalité, les policiers les ont, à nouveau, encerclés, interpellant moins violemment que d'habitude certains, d'autres ayant réussi à se faufiler parmi les piétons.

Ces derniers, loin d'abdiquer et rompus à ce rituel, se retrouvent à la maison de la presse Tahar-Djaout comme ils l'ont fait le 26 mai dernier. Peine perdue pour eux puisque cette fois-ci, et usant de plus de violence, les policiers les disperseront, chargeant certains d'entre eux. Selon Idriss Mékidèche, chargé de la communication de la commission nationale des jeunes du pré-emploi et du filet social, activant sous la bannière du Snapap (aile Rachid Malaoui), qui nous entretenait à partir du commissariat, sis à la rue Asselah-Hocine, où il était dirigé



L'ensemble de ces jeunes sont dans l'attente d'une régularisation qui tarde.

en compagnie de ses camarades, près d'une cinquantaine de manifestants ont été interpellés. Et de signifier la détermination de leur

corporation forte, selon lui, de près de 600 000 «fonctionnaires» à aller au bout de leurs revendications. Ces dernières tournent

autour de l'abandon de la politique de l'emploi précaire que consacre, on ne peut plus clairement, soutient Mékidèche, ce double dispositif d'emploi, avec le préalable d'intégrer l'ensemble de ces jeunes dont grand nombre exerce depuis plus de dix ans dans l'attente d'une régularisation qui tarde.

Et ce n'est surtout pas la dernière déclaration du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale qui est de nature à tranquilliser ces jeunes. Tayeb Louh soutenait, en effet, la semaine dernière que «parler de l'intégration des jeunes du pré-emploi relève des petits détails sur lesquels il ne faut pas trop se focaliser».

Un propos qui en dit long, soutient notre interlocuteur, sur le reniement par le gouvernement de ses engagements pris en février dernier, la loi de finances complémentaire pour l'année en cours ne prévoyant aucun nouveau poste budgétaire pour cette catégorie.

M. K.

CONFÉRENCE ALGÉRO-TUNISIENNE DES UNIVERSITÉS

Les experts visent une organisation scientifique régionale

Les responsables des universités algériennes et tunisiennes se sont rencontrés, hier, après l'accord conclu entre les deux parties le mois dernier en Tunisie. Il s'agit pour les participants au programme d'arriver à une organisation scientifique et de recherche régionale.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Intervenant à l'ouverture de la rencontre, Rachid Harraoubia, ministre de l'Enseignement supérieur, a expliqué que les pays du Maghreb ont les moyens humains et matériels pour répondre aux exigences de l'heure, notamment en matière de recherche scientifique, en vue de relever les défis stratégiques.

Le ministre évoquera aussi les possibilités d'échanges entre les deux pays, notamment pour ce qui est des enseignants. La réflexion, selon Rachid Harraoubia s'orientera aussi sur des diplômes communs. Le ministre de l'Enseignement supérieur abordera la question du statut particulier du professeur et du chercheur,

notamment des chercheurs installés à l'étranger qui, selon lui, doit être traitée, annonçant que le secteur est à un stade avancé dans l'application des textes en question.

La Conférence algéro-tunisienne des universités, a expliqué le ministre sera un espace de concertation, d'échanges et de coopération. Cela concerne notamment les programmes de qualité, la relation entre l'université et l'entreprise, l'emploi des diplômés et la bonne gouvernance. Selon les présents, pour la première fois, l'université implique les opérateurs dans ce genre de rencontres. Il existe, par ailleurs, entre l'Algérie et la Tunisie 44 accords entre les institutions uni-

versitaires. La conférence organisée hier est un organe de réflexion et d'évaluation des actions de coopération entre les universités des deux pays. Elle vise la planification des objectifs et des actions de coopération. Pour les intervenants, il s'agit d'une force de proposition au sein des programmes internationaux dont les programmes européens.

Les participants devraient ainsi s'atteler à définir et proposer les moyens à mettre en œuvre pour assurer la pérennité d'une coopération dans le domaine universitaire et à la mise en place du suivi et de la mobilité des enseignants et des étudiants.

La conférence, qui se réunira deux fois par an, proposera l'organisation de manifestations scientifiques.

Par ailleurs, et selon les responsables tunisiens, plus de 700 chercheurs de ce pays activent dans des institutions occidentales alors que 7 % seulement des étu-



Harraoubia évoque les possibilités d'échange entre les deux pays.

dants partis poursuivre leurs études à l'étranger reviennent en Tunisie.

F.-Z. B.

DÉLINQUANCE JUVÉNILE

Entre protection et répression

Un séminaire international sur la délinquance juvénile s'est ouvert hier, à l'Institut de criminologie de la Gendarmerie nationale.

Il s'agit pour les organisateurs d'une problématique constante, puisque les statistiques établies par ce corps de sécurité font ressortir une moyenne de 3 153 mineurs impliqués dans tous types d'infractions.

La compréhension du phénomène et la prise en charge de cette frange sensible de la société nécessite ainsi l'intervention et la conjugaison des efforts de l'ensemble des composantes de la société. Puisque ce sont des adolescents qui sont impliqués dans des contraventions et même des faits passibles du pénal, il faudrait, pour les experts intervenant hier, de définir où s'arrête la protection et où commence la répression. Dans sa communication, le professeur belge de

criminologie, M. Marc Cools, cela commence par avouer que la délinquance juvénile est une réalité sociétale. La Gendarmerie nationale, pour sa part, a créé depuis mars 2005, des brigades de protection des mineurs, «dont la vocation est de prévenir tout acte de délinquance à l'encontre des mineurs ou commis par eux.».

Le chef d'état-major de ce corps, le général Nouba Menad a ainsi déclaré, dans son allocution d'ouverture des travaux du séminaire, que le phénomène a pris de l'ampleur au point que ces jeunes criminels sont devenus dangereux pour la société, défiant même l'autorité de l'Etat. Les conférences se poursuivent aujourd'hui avec un panel d'intervenants composé de spécialistes algériens et étrangers. L'objectif du séminaire étant de sortir avec des recommandations en vue de mieux prendre en charge ces jeunes délinquants.

L. H.

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Mohamed Hamiane, journaliste au quotidien *Al Maqam*, a fait l'objet d'une violente agression, ce dimanche 23 juin 2013, perpétrée par des éléments de la Gendarmerie nationale alors qu'il assurait la couverture d'une manifestation publique à Ksar-El-Boukhari, dans la wilaya de Médéa. Le Syndicat national des journalistes tient à exprimer son indignation et condamne avec la plus ferme des énergies cet acte d'autant plus intolérable qu'il émane d'éléments appartenant à un corps de sécurité censé veiller sur la quiétude publique et l'intégrité physique des personnes.

Le Syndicat interpelle les responsables de la Gendarmerie nationale ainsi que les plus hautes autorités du pays pour infliger des sanctions exemplaires aux agresseurs et pour que ce genre de dérapages ne se reproduit plus jamais.

Il va sans dire que le Syndicat suivra l'évolution de cette affaire, pour ce qu'elle représente comme gravissime atteinte à la liberté de la presse en Algérie et une injure à l'égard de toute la corporation.

**P/ le Syndicat national des journalistes,
le Secrétaire général Kamel Amarni**